

M. McDermid: Et le discours du député de Guelph (M. Winegard)? Il était fort éloquent. Où étiez-vous lorsqu'il est intervenu?

M. Caccia: Nous verrons bien de quoi il retourne plus tard. Je ne m'étendrai pas indûment, car il serait difficile d'innover sur un sujet qui a été aussi longuement débattu. Mais j'estime néanmoins avoir certaines choses à ajouter car j'ai une façon bien à moi d'envisager les débats parlementaires et la politique en général; un pays civilisé qui répond par un acte de guerre aux actes terroristes donne en quelque sorte ses lettres de créance au terrorisme en général, à mon avis. Il se met sur le même pied que les terroristes en les attaquant avec des armes sophistiquées. Je ne suis pas le seul à penser ainsi. Je crois que des millions de Canadiens et d'Américains partagent mon point de vue ce soir. Il se demande quelle réputation aura désormais ce grand pays dans le monde.

Nous convenons tous évidemment que les actes terroristes sont atroces. Mais la guerre aussi est atroce, faut-il le rappeler. Nous avons vu au petit écran, hier soir, des maisons détruites et des civils se faire blesser ou se faire tuer. Cela aussi est atroce. Lorsque le vice-premier ministre (M. Nielsen) nous a dit ce soir que les États-Unis n'avaient pas d'alternative, j'ai retenu mon souffle dans l'attente d'une confirmation quelconque car on ne fait pas pareille déclaration sans avoir de solides preuves à l'appui. Et lorsque j'ai dit que j'étais étonné de l'indifférence des conservateurs, c'est parce qu'après avoir entendu son discours, je me suis demandé s'il était convaincu de ce qu'il disait et si le gouvernement actuel ajoutait vraiment foi à de tels arguments.

S'il ferme les yeux sur cette attaque tant que des Canadiens n'en sont pas victimes, comme il l'a dit implicitement, que dirait-il, et Dieu nous en préserve, si certains de nos concitoyens y laissent leur vie? Maintiendrait-il que les États-Unis n'avaient pas d'alternative? Nous avons pourtant bien vu hier soir que l'attaque n'a pas porté que sur des bases militaires. Nous avons constaté aussi qu'en fermant les yeux sur cet acte de guerre ou en le considérant comme inévitable, le gouvernement a couru de gros risques.

Cette question dépasse notre propre intérêt en tant que nation qui s'inquiète du sort de ses 1,300 ressortissants en Libye. Nous devons également nous poser la question suivante: Est-il possible de mettre un terme au terrorisme en faisant évoluer une flotte militaire dans les eaux libyennes? A quoi cela sert-il? Franchement, je l'ignore. On ne va pas à la racine du problème. Peut-on isoler Kadhafi du monde arabe en l'attaquant? A mon avis, si l'attaque à laquelle nous venons d'assister réussit à donner un résultat quelconque, ce sera bien de consolider le statut de Kadhafi dans le monde arabe.

Voici la question suivante: cette menace contre la Libye sert-elle pas à rehausser le prestige chancelant de Kadhafi dans le monde arabe? La question majeure, primordiale, pour moi du moins, c'est celle-ci: le conflit américano-libyen en Méditerranée ne menace-t-il pas la paix du monde tout entier? Qu'entraîne-t-il pour les relations est-ouest et en particulier pour les raisons entre les deux superpuissances? L'attaque américaine d'hier représente-t-elle un danger pour les Canadiens qui sont en Libye? Si oui, comme je le crois, comment pouvons-nous avoir une attitude ambiguë face à l'attaque des États-Unis contre ce pays? Il y a là des termes contradictoires.

Article 29 du Règlement

Le gouvernement canadien doit protéger les intérêts des Canadiens en Libye, mais il adopte en même temps une attitude ambiguë vis-à-vis de cette attaque. Par conséquent, la conclusion inévitable de ce débat, telle qu'elle m'apparaît de façon frappante en cette heure tardive, se présente sous forme de la question suivante: quelles autres possibilités y a-t-il en dehors de la diplomatie des canonnières? Divers autres intervenants ont proposé ce soir un certain nombre d'options intéressantes.

● (2250)

Sur cette toile de fond de violence répondant à la violence et de violence finissant par entraîner l'escalade, nous devons nous demander ce que nous faisons sur le plan des sanctions économiques. Effectuons-nous les interventions voulues aux Nations-Unies? Pourrions-nous confier la lutte contre le terrorisme à une force policière internationale?

La question fondamentale que l'on a aussi posée, c'est celle de savoir quelle est la racine de tous ces problèmes et, au cas où il y aurait une solution à la situation du Moyen-Orient, si cela n'éviterait pas la nécessité de se lancer dans des activités anti-terroristes. Nous devons demander au gouvernement du Canada s'il a approfondi ces options, et dans l'affirmative de quelle manière et avec quels résultats. Les Canadiens n'ont-ils pas le droit de le savoir à ce stade-ci?

Je me pose également certaines autres questions, et je terminerai là-dessus. Je me demande si le parti soi-disant progressiste conservateur du Canada comprend le risque que fait courir cette attaque à la stabilité mondiale. Le gouvernement ne se rend-il pas compte qu'en perpétrant ce raid, les États-Unis ont peut-être fait franchir au monde un pas de plus vers le gouffre de la Troisième Guerre mondiale? Le gouvernement du Canada ne se rend-il pas compte que si l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce s'objectent à l'attaque contre la Libye, et il s'agit là des voisins d'en face de la Libye pour ainsi dire, il doit y avoir à cela une raison que nous, confortablement protégés par la distance et l'océan Atlantique, devons comprendre et prendre en considération dans la formulation de notre propre politique étrangère. Je me demande également si le gouvernement du Canada se rend compte que cette attaque représente plus qu'une simple querelle entre les États-Unis et la Libye. Elle pourrait en effet dégénérer en conflagration mondiale.

Je conclurai en disant que nous vivons des temps dangereux. Ils le sont en partie parce que l'Occident manque de chefs à l'esprit constructif et d'initiatives ingénieuses. En songeant aux contributions que notre pays a apportées au maintien de la paix et à la pacification dans les années 1950, 1960, 1970 et au début des années 1980, on se pose inévitablement la question, presque sur un ton de lamentation: «Qu'est-tu devenu, Canada?»

M. Tom Hockin (London-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais contribuer quelques réflexions personnelles au débat et je dois dire, bien sincèrement, que chacune des interventions qui ont été faites ce soir m'a appris quelque chose. La tragédie qui se déroule sous nos yeux est de celles qui incitent les députés à réfléchir plus profondément aux affaires étrangères et aux principes qui définissent un pays. Il se mêle évidemment un profond malaise et une peur immense de la violence qui explose au Moyen-Orient.